

Associations en danger : mobilisation historique à Marseille ce 11 octobre

Ce 11 octobre, les associations se mobilisent nationalement pour défendre leur secteur. Le Mouvement associatif et la Cress Paca nous détaillent les enjeux régionaux.

[Samuel Azemard](#), le jeudi 09 octobre 2025





© S.A - le président de la Cress Paca, Denis Philippe, et le président du Mouvement associatif régional, Yannick Gallien, expliquent les raisons de cette mobilisation nationale des associations.

Le Mouvement associatif et **la Chambre régionale des entreprises de l'économie sociale et solidaire (Cress Paca)** tirent la sonnette d'alarme. Pour la première en France, **une grande mobilisation des associations** prendra place sur tout le territoire ce 11 octobre. A Marseille, comme partout dans le pays, **associations**, **bénévoles** et **citoyens** sont appelés à se rassembler sous l'Ombrière du Vieux-Port, afin d'alerter sur la fragilité croissante du tissu associatif.

A LIRE AUSSI**"La situation est épouvantable", les associations au budget essoré tirent la sonnette l'alarme**

En conférence de presse, ce 9 octobre, le président de la Cress Paca, [Denis Philippe](#), et le président du Mouvement associatif régional, Yannick Gallien, nous ont expliqué les raisons du maintien de cette mobilisation historique, malgré **le contexte politique ambiant**. Unis, ils ont lancé un cri du cœur envers les politiques publiques.

La place des associations en région Provence-Alpes-Côte d'Azur

« *Vous êtes tous concernés par les services associatifs* », débute **Yannick Gallien** pour planter le décor. En effet, en [région Provence-Alpes-Côte d'Azur](#) les associations représentent **1 130 000 bénévoles et 140 000 salariés**. La force de celles-ci réside dans leur diversité : « *Nous sommes de partout* », schématise-t-il, avant de se lancer dans une liste à la Prévert : **accès aux soins, sport, éducation, culture, loisirs, logements, emplois** etc.



« *L'association c'est la rencontre entre des cultures, des générations et des sensibilités différentes. Le vivre ensemble ne veut rien, le faire ensemble a plus de sens* », défend Yannick Gallien.

Une situation insoutenable pour les associations en France

Malgré cette place importante en région Paca et plus largement sur le territoire national, les associations font face à une crise sans précédent. En 15 ans, la part des subventions dans le budget global des associations a **diminué** de 41 %, selon les résultats de l'enquête sur **la santé financière des associations**, réalisée par le Mouvement associatif et l'Observatoire régional de la vie associatif HDF en avril 2025.



A LIRE AUSSI

Val-d'Oise : Acta, lauréat des Prix de l'Inspiration en ESS 2025

Le président de la Cress Paca se mobilise pour les associations en rappelant que l'ESS n'est pas une économie à part et que le Mouvement associatif participe à celle-ci. Denis Philippe pointe **l'irresponsabilité du pouvoir politique** et appelle l'État à **s'engager plus efficacement**. Il dénonce **le manque de stratégie** claire lorsqu'il s'agit d'ESS et souhaite **la nomination d'un ministre de l'ESS**. « *C'est ce qui manque aujourd'hui* », plaide-t-il. Mais les autres institutions doivent aussi se mobiliser : Ville, Département ou encore Région.



« *On doit arrêter d'être chacun dans nos chapelles. On doit faire ensemble. Je le dis avec mon cœur car nous sommes attaqués de toute part* », argue Denis Philippe.

Que revendique le Mouvement associatif ?

L'actualité politique brûlante du pays : [démission du Premier ministre Sébastien Lecornu](#), menaces de [dissolution de l'Assemblée nationale](#), [pas de budget en vue](#) etc. n'arrête pas le Mouvement associatif. La mobilisation du 11 octobre aura bien lieu car : « *Si on l'abandonne, ce sera comme une sorte de capitulation* » explique Yannick Gallien.



Pour Denis Philippe, **la solidarité fait partie de la responsabilité de l'État**. « On ne peut pas abandonner les gens sur le bord de la route. Dans quelle société voulons-nous vivre ? », clame-t-il.

Le Mouvement associatif porte **10 revendications** :

- Le maintien du niveau des subventions allouées aux associations dans les budgets 2025
- Une meilleure visibilité sur les financements, pour s'organiser efficacement
- La priorité donnée au conventionnement et au versement rapide des acomptes, dès les budgets connus, pour éviter que les délais de mise en œuvre budgétaire ne fragilisent leur trésorerie
- Le renforcement des dispositifs d'accompagnement, tels que la DLA et Guid'Asso, pour soutenir les structures dans leur développement et leur gestion
- Le développement de conventions pluriannuelles d'objectifs, afin de sécuriser les projets associatifs, réduire les démarches administratives et favoriser des actions inscrites dans la durée, maintenir l'emploi
- Une simplification réelle des procédures administratives par l'harmonisation des formulaires et des justificatifs de demande de subvention
- La promotion du recours à la subvention en reconnaissance de la valeur des initiatives et de la créativité des acteurs associatifs
- Une coconstruction des politiques publiques avec les associations
- Le renforcement des financements dédiés au secteur associatif
- Un engagement pérenne en faveur des actions associatives

[Économie sociale et solidaire](#)

Partager cet article

